

## L'injustice sociale à l'heure de la financiarisation et de la digitalisation de l'économie

Prof. Marc Chesney, Université de Zurich

### 1. *L'accumulation accélérée de richesses en quelques mains*

Les faits tout d'abord: à l'heure où environ 40 millions d'américains ont perdu leur emploi, de début mars à mi-juin 2020, aux USA, à l'heure où, selon la Banque Mondiale, la Covid-19 plongerait en 2020 au niveau mondial jusqu'à 100 millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté, soit avec moins de dollars 1.90 par jour, quatre personnes ont vu leur fortune conjointe augmenter d'environ 130 milliards de dollars. Il s'agit de:

- Bill Gates (Microsoft), avec un accroissement de 11.5 milliards de dollars,
- Mark Zuckerberg (Facebook), avec 32 milliards de dollars,
- Elon Musk (Tesla), avec 42 milliards de dollars,
- Jeff Bezos, qui détient 11% du capital d'Amazon, avec 44 milliards de dollars. Entre début janvier et mi-août, l'accroissement a été d'environ 90 milliards de dollars.

En une seule journée, le 20 juillet 2020, il augmenta sa richesse<sup>1</sup> de 13 milliards de dollars.

Que signifie un montant aussi astronomique? Les comparaisons permettent de mieux comprendre la nature du phénomène et de mieux appréhender l'ampleur du problème. Il s'agit d'environ deux fois ce que perçurent les 1.3 milliard d'africains le même jour.

Remonter le temps permet de mettre en lumière une autre analogie. Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, Louis XVI était probablement l'homme le plus riche du monde. Son palais, le château de Versailles, en témoignait. Aujourd'hui, son successeur au sommet de la pyramide de la fortune est le seigneur Bezos. Comment comparer ces deux fortunes à trois siècles d'intervalle? Convertir

<sup>1</sup> La fortune de Jeff Bezos est de l'ordre de 200 milliards de dollars.

des Livres ou des Louis d'alors, en dollars d'aujourd'hui, n'est pas un exercice trivial. Utilisons plutôt le temps de travail comme mesure plus objective. La construction du Château de Versailles a nécessité environ 50 ans de travail. Supposons qu'elle ait requis 10.000 personnes chaque année. Cela correspond à 150 millions de journées de travail<sup>2</sup>. Rajoutons à cela 100 autres millions de journées de travail, pour tenir compte de l'achat d'argenteries et d'œuvres d'art. L'ordre de grandeur ainsi trouvé est un total de 250 millions de jours de labeur, soit environ le dixième de ces 13 milliards de dollars supplémentaires qui se sont rajoutés à la fortune du seigneur Bezos. En effet, ce montant correspondant au double de ce que les 1,3 milliards d'africains ont perçu pour leur labeur le même jour, c'est comme si Jeff Bezos avait gagné l'équivalent de 2,6 milliards de journées de travail.

Pour résumer, ces 13 milliards de dollars correspondent à 10 châteaux de Versailles<sup>3</sup>, et non pas en cinquante ans, mais en un seul jour. Le seigneur Bezos est pressé. En comparaison, Louis XVI paraîtrait presque un «looser»! L'abolition des privilèges, à l'ordre du jour en 1789, l'est a fortiori aujourd'hui.

## 2. *La financiarisation et la digitalisation de l'économie*

Cette concentration insensée de richesse est due à la conjonction de deux phénomènes: la financiarisation et la digitalisation de l'économie, caractéristiques de l'actuel néo-libéralisme. Le premier soumet l'économie et la société aux intérêts d'un secteur financier en roue libre, dominé par les Banques Centrales, des sociétés de gestion d'actifs, dont BlackRock est le navire amiral, les banques systémiques et la finance de l'ombre avec ses fonds spéculatifs les plus puissants. Chacun joue son rôle dans ce processus d'assujettissement du plus grand nombre: les Banques Centrales qui mettent les grandes banques sous perfusion en injectant des volumes énormes de liquidité dans les marchés financiers, pour éviter un effondrement brutal du système<sup>4</sup>, BlackRock qui place ces liquidités, c'est-à-dire qui procède à des

<sup>2</sup> Les journées de travail incluent globalement, tant celles des ouvriers que celles des jardiniers, des architectes, des décorateurs, des artistes...

<sup>3</sup> Ces 13 milliards correspondent aussi à environ 10 fois la valeur du Palace de Donald Trump en Floride: Mar-a-Lago, en l'occurrence 600 millions de dollars.

<sup>4</sup> Au niveau mondial, depuis mars 2020, les Banques Centrales achètent chaque heure, principalement aux banques, en moyenne pour 1,3 milliard de dollars d'actifs financiers! Source: ANDREAS UHLIG, *Der Renminbi wird zur neuen D-Mark*, Neue Zürcher Zeitung, 15.12.2020. Les grandes banques reçoivent ainsi leur dose horaire de liquidités. C'est dire si le système est à bout de souffle, et si les marchés financiers supposés libres, sont sous la tutelle grandissante des Banques Centrales. Le capitalisme actuel, ou néo-libéralisme, titube. Pour tenter d'éviter un effondrement généralisé, il utilise principalement deux

achats d'actifs financiers qu'elle gère pour la FED, ou Banque Centrale américaine, les grandes banques qui peuvent ainsi se défaire de leurs actifs douteux et utiliser les liquidités obtenues en échange à des fins non moins douteuses, et enfin les fonds spéculatifs qui profitent de ces déséquilibres permanents pour parier sur l'insolvabilité d'entreprises, voire de pays, et ainsi être susceptibles d'engranger d'immenses profits.

Le second phénomène explicatif de cette concentration sans précédent de richesses, est la digitalisation de l'économie. Ce processus, qui résulte des progrès de l'informatique, d'internet et de l'intelligence artificielle en particulier, a pour conséquence une destruction de postes de travail qui s'accroît, au regard de leur création. La liste des secteurs en perte d'emplois est longue, et certains d'entre eux, épargnés jusqu'à début 2020, comme l'hôtellerie, la restauration et le tourisme en général, ont été sinistrés, du fait de la Covid-19. Certaines branches recrutent, mais cela ne compense pas les pertes d'emploi, et de loin. Tout le monde ne saurait devenir informaticien. Dans de nombreux domaines d'activité, le travail de l'homme est ainsi remplacé à grande échelle par la machine ou l'algorithme. La digitalisation de l'économie devrait générer du temps libre, dans une société bien organisée et durable. Au contraire, dans le cadre du néo-libéralisme, elle accroît la misère, la précarité et le sous-emploi, voire le chômage.

La financiarisation et la digitalisation de l'économie permettent aux fortunes de s'accumuler, non pas lentement, génération après génération, comme ce fut le cas historiquement avec de nombreux entrepreneurs, mais extrêmement rapidement, comme l'illustre l'exemple des Jeff Bezos et consorts. Si leurs qualités d'entrepreneur dans le secteur clé de la digitalisation ont joué un rôle, les causes principales de cette concentration sont autres. Il s'agit de la situation de monopole ou de cartel, dans laquelle les GAFAs se sont placées, et de la politique des Banques Centrales décrite ci-dessus. Ces deux caractéristiques de domination et de manipulation des marchés, sont en contradiction flagrante avec les principes d'économie de marché et de libre entreprise invoqués par les principaux acteurs de la finance et des technologies de l'information.

### 3. *La finance casino et l'endettement généralisé*

Le néo-libéralisme a ainsi abouti à un système de finance casino haute-

béquilles: les Banques Centrales, qui placent les marchés financiers sous perfusion et le contribuable, qui supporte en dernière instance les coûts des crises à répétition.

ment instable caractérisé par des paris<sup>5</sup> et des dettes, qui ne cessent de prendre de l'ampleur, et qui, à partir d'un certain niveau, sont assurés par le contribuable. Ce dernier, en effet, assume les pertes en cas de crise. Les tenants de ce système se drapent dans les habits du libéralisme, mais en contredisent, par leurs pratiques quotidiennes, le principe de base. En l'occurrence que les entrepreneurs se doivent d'assumer les risques liés à leurs investissements. Les dirigeants des grandes institutions financières prêchent l'entrepreneuriat, mais ne le pratiquent pas.

Par ailleurs, l'endettement généralisé et perpétuel, consubstantiel au néo-libéralisme, enchaîne la société aux intérêts d'une infime minorité de la population<sup>6</sup>. L'augmentation de la précarité, accentuée par la Covid-19, et une publicité agressive, souvent pour des produits de pacotille, incitent, voire obligent, le plus grand nombre à essayer de recourir au prêt. L'obligation légale de rembourser entraîne un autocontrôle de la part de la population, de peur de finir sur une liste rouge d'individus insolvable qui n'auraient plus accès au crédit. Dans ce contexte, il reste peu de temps et d'énergie pour entreprendre la critique que mérite le système prédateur que nous subissons actuellement.

L'endettement global, privé comme public, est énorme. Avec la Covid-19, il devrait atteindre environ 360% du PIB mondial en 2020. Il serait ainsi naïf de croire qu'un remboursement total sera possible. Dans le cadre actuel de la finance-casino, la dette est devenue un business. Les anciennes dettes sont remboursées avec de nouvelles, qui, titrisées, continuent à s'accumuler à grande vitesse. Les risques de défaut ou de faillites s'accroissent ainsi, ce qui accentue la profonde instabilité de l'économie actuelle.

Ce niveau de dette est tel, qu'il requiert des taux d'intérêt très faibles, voire négatifs, pour éviter des défauts de paiement en cascades. En Italie par exemple, selon le scénario le plus «probable», pendant les prochaines années, les intérêts sur la dette publique devraient être de l'ordre de 65 milliards d'euros par an<sup>7</sup>. Si les taux sur cette dette, actuellement très bas et négatifs pour certaines échéances<sup>8</sup>, venaient à remonter à l'avenir, l'État italien devrait alors s'acquitter d'intérêts bien plus élevés. Par exemple, si le

<sup>5</sup> Il s'agit le plus souvent de produits dérivés. Pour la Suisse en octobre 2020, la valeur nominale de ces produits est de l'ordre de 27.000 fois le PIB!

<sup>6</sup> Voir: M. LAZZARATO, *La fabrique de l'homme endetté. Essai sur la condition néolibérale*, Editions Amsterdam/Multitudes, Paris 2011, ou en version italienne: *La fabbrica dell'uomo indebitato. Saggio sulla condizione neoliberista*, FuoriFuoco, Milano 2012.

<sup>7</sup> Source: P. SACCO, *Conti pubblici. Il paradosso del debito: è a livelli record, ma costa sempre meno*, «Avvenire», 15.08.2020.

<sup>8</sup> Le rendement des obligations publiques italiennes d'échéance cinq ans était négatif en décembre 2020, alors qu'il était encore à 2,5% en mars de la même année.

taux moyen sur l'ensemble de la dette publique était de 5%, l'intérêt sur cette dette serait de l'ordre de 129 milliards d'euros par an<sup>9</sup>, à comparer au budget de la santé à 115 milliards d'euros. La situation serait encore plus intenable.

Dans un pays comme le Nigéria, le service de la dette était déjà 30 fois supérieur au budget du ministère de la santé en 2017<sup>10</sup>.

En décembre 2020, la valeur des obligations ayant des rendements négatifs était au niveau mondial, de 18 mille milliards de dollars<sup>11</sup> et correspondait à environ un tiers de la dette publique. C'est dire si ce phénomène est loin d'être négligeable. Il convient de rappeler que le taux d'intérêt est le prix de l'argent. Qu'un prix soit négatif et qu'il le demeure aussi longtemps ne peut résulter que d'une manipulation à grande échelle du marché considéré, ici le marché obligataire. Et ce sont les Banques Centrales qui en sont les véritables acteurs. Lorsque les taux remonteront finalement, les pertes pourraient se chiffrer en milliers de milliards de dollars pour les détenteurs d'obligations.

#### 4. *Le capitalisme en profond déclin: une perspective historique*

Globalement, des années 1870 jusqu'au début de la première guerre mondiale, la mise en application de politiques inspirées du libéralisme a permis à l'humanité de connaître un développement sans précédent, tant dans les domaines économiques et scientifiques que sociaux. Les cent ans qui ont suivi n'ont par contre pas été à la hauteur des espérances, avec plus de deux cents millions de morts dus aux guerres et conflits<sup>12</sup>: la Première Guerre mondiale, suivie de la grande crise de 1929 et de celle de 1931<sup>13</sup> qui débouchèrent sur l'apparition de terrifiants régimes dictatoriaux principalement en Allemagne et en URSS, mais aussi en Italie, en Espagne et au Japon. La montée en puissance de ces dictatures provoqua la Seconde Guerre mondiale et son lot d'hécatombes et de camps de la mort. La fin de cette

<sup>9</sup> La dette publique italienne se situait fin octobre 2020 à 2,587 mille milliards d'euros. 5% de ce total correspond à environ 129 milliards d'euros. Voir: *Debito pubblico, nuovo record: a fine ottobre arriva a 2.587 miliardi*, «La Repubblica», 15.12.2020.

<sup>10</sup> Source: F. URECH, *Es ist fünf vor zwölf in Afrika*, «Neue Zürcher Zeitung», 20.02.2018.

<sup>11</sup> Cf. C. MULLEN and J. AINGER, *World's Negative-Yielding Debt Pile Hits \$18 Trillion Record*, Bloomberg - News, 11.12.2020

<sup>12</sup> Il s'agit de 231 millions de morts au 20<sup>ème</sup> siècle. Cf. le livre: M. LEITENBERG, *Deaths in Wars and Conflicts in the 20th Century*, Cornell University (Peace Studies Program), Ithaca, NY 2006.

<sup>13</sup> Voir à ce sujet: T. STRAUMANN, *1931: Debt, Crisis and the Rise of Hitler*, Oxford University Press, Oxford 2019.

guerre marqua, avec les bombardements américains sur Hiroshima et Nagasaki, l'entrée de l'humanité – ou de ce qu'il en restait – dans l'ère nucléaire, tant militaire que civile avec l'affrontement des deux super-puissances, les USA et l'URSS, dans le cadre de la guerre froide. La période de la reconstruction, dite des trente glorieuses en France ou du miracle économique en Allemagne, va générer une certaine stabilité et une prospérité en Europe occidentale, marquée par une politique économique de type keynésien.

Les années 1970 marquèrent un tournant avec la guerre du Vietnam et les chocs pétroliers. Avec le coup d'État d'Augusto Pinochet au Chili et la dictature qui en résulta, l'élection de Ronald Reagan aux États-Unis et de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, débuta la mise en œuvre des politiques économiques néo-libérales<sup>14</sup>, dans ces pays, puis dans la plupart des autres nations occidentales. La chute du mur de Berlin va permettre d'exporter cette politique dans les ex-pays satellites de l'ex-URSS et partiellement dans ce dernier pays. C'est dire si aujourd'hui elle règne au niveau international. Selon l'intellectuel américain Francis Fukuyama, l'instauration de l'agenda néo-libéral au niveau mondial devait déboucher sur la «fin de l'histoire», époque où non seulement les principes libéraux, mais aussi leurs pendants démocratiques, devraient permettre à une logique d'équilibre et de paix de s'imposer à l'échelle mondiale. D'après lui, avec la fin de la guerre froide, le consensus sur la démocratie libérale se formerait au niveau international.

Cette propagande ne résiste pas à la réalité. Après s'être transformé au cours du temps, le capitalisme dans sa forme actuelle, le néo-libéralisme, est en roue libre et menace d'entraîner l'humanité dans sa folle course. Tous les voyants sont au rouge: le réchauffement climatique, la pollution, la crise sanitaire liée au développement des pandémies, les risques de guerre, ainsi que les crises financières et l'augmentation insensée des disparités sociales, qui constitue le thème de cet article, sans parler de la vacuité morale et intellectuelle caractéristique d'un certain nombre de dirigeants politiques au niveau international, dont l'ex-président des États-Unis et «génie» autoproclamé, Donald Trump.

Le secteur financier, en conjonction avec les GAFAs, impose ses intérêts à la société.

La financiarisation de l'économie contredit les principes de base du libéralisme sur lesquels ce secteur prétend reposer. Au sein de la sphère fi-

<sup>14</sup> Lire à ce sujet le livre intitulé D. STEDMAN JONES, *Masters of the Universe, Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*, Princeton University Press, Princeton N.J. 2012.

nancière, la main invisible d'Adam Smith est de plus en plus inopérante, dans la mesure où chercher à satisfaire des intérêts particuliers génère un risque systémique et nuit donc au bien-être général. Elle est souvent remplacée par la main du croupier de la finance-casino, qui ramasse la mise pour les banques dites systémiques et les fonds spéculatifs.

Dans le cadre du néo-libéralisme, l'homo-economicus illettré, optimisant ses gains, a muté et s'est transformé en homo-financiaris, créature prédatrice, nuisible pour la société, caractérisée par un profond cynisme et par une propension à l'accumulation insensée de richesses. D'ailleurs selon Milton Friedman, la seule responsabilité sociale de l'entreprise est d'accroître ses profits et de créer de la valeur pour les actionnaires<sup>15</sup>, sans aucune considération morale.

Le néo-libéralisme est assimilable à une religion dévoyée, dont les grands prêtres, en particulier Milton Friedmann et Friedrich Hayek, étaient déjà actifs avant sa véritable mise en œuvre au niveau international, à la fin du siècle dernier. Avec les «Chicago boys», ils ont exercé une grande influence sur Augusto Pinochet et la politique économique de la dictature au Chili, qui ainsi fut le laboratoire du néo-libéralisme. La crise de 2007-2008 a montré que ce dernier est particulièrement instable, qu'il génère des disparités sociales insupportables et qu'il est contraire aux intérêts du plus grand nombre. Malgré cela, il est toujours présenté comme l'unique choix par de nombreux politiciens au niveau international et par la plupart des économistes.

Le capitalisme, dans sa propre dynamique, génère une destruction à grande échelle du travail salarié sur lequel il est pourtant fondé<sup>16</sup>. D'autres rapports de domination que celui de travail/capital se juxtaposent à ce dernier pour créer des sources de profit différentes et accélérer l'accumulation des richesses. Il s'agit de la relation débiteur/créditeur<sup>17</sup>, présentée ci-dessus, ainsi que celle d'utilisateur/fournisseur d'infrastructures digitales pour les transactions électroniques financières. Ces dernières représentent en ef-

<sup>15</sup> Un exemple historique met en lumière le résultat de ce type de politiques. Les vastes flots d'affaires et les immenses gains réalisés par IBM avec l'Allemagne nazie, constitue un exemple extrême d'une stratégie centrée uniquement sur la maximisation des profits. Grace à cette collaboration, la machine d'extermination de ce régime devint particulièrement efficace. Voir: E. BLACK, *IBM et l'Holocauste. L'alliance stratégique entre l'Allemagne nazie et la plus puissante multinationale américaine*, Robert Laffont Editions, Canada 2001 ou en version italienne: *L'IBM e l'olocausto. I rapporti fra il Terzo Reich e una grande azienda americana*, Rizzoli, Milano 2001.

<sup>16</sup> Voir: K. POLANYI, *The Great Transformation*, Beacon Press, Boston 1944, 1957 et 2001.

<sup>17</sup> Voir: F. NIETZSCHE, *Généalogie de la morale* [1887], tr. fr. Gallimard, Paris 2007, livre dans lequel l'auteur analyse entre autres le rapport contractuel entre créanciers et débiteurs, le pouvoir qu'octroie la créance ainsi que la culpabilité associée à la dette.

fet l'énorme volume d'environ 150 fois le PIB mondial, et génèrent des commissions particulièrement profitables. Il s'agit aussi de la relation contribuable/État qui permet aux institutions financières systémiques d'être couvertes lorsque leurs paris s'orientent mal. Enfin, la relation fournisseur/vendeur de données digitales mérite l'attention. Elle induit d'énormes profits, puisque ces données sont fournies gratuitement par tous ceux qui utilisent Facebook, Google et internet en général. Nos goûts et centres d'intérêt sont soigneusement répertoriés et analysés pour être vendus aux clients des GA-FAs.

### 5. *Les solutions*

À en croire de nombreux politiciens au niveau international, la solution à nos problèmes économiques et sociaux passerait le plus souvent par la croissance et les accords de libre-échange... C'est probablement ce qu'ils ont appris sur les bancs de l'université. Or, dans la situation actuelle, la croissance de l'économie signifie celle de la pollution, des émissions de CO<sub>2</sub>, des inégalités sociales ainsi qu'une considérable perte de biodiversité. Il serait temps de le comprendre. Quant aux accords susmentionnés, ils se transforment trop souvent en incitations pour continuer à souiller et dévaster l'environnement, dans l'espoir d'exporter encore plus. Un éventuel libre échange entre l'Union Européenne et le Mercosur donnerait ainsi un blanc-seing au gouvernement brésilien pour continuer à détruire l'Amazonie.

Cette brève analyse de la situation permet de dégager les lignes de force de solutions véritables. Vu le rôle central que joue la dette dans le cadre du néo-libéralisme, ce dont il s'agit est tout d'abord de fortement la réduire. C'est-à-dire qu'il faudrait examiner la situation dans chaque pays et décider quelles dettes seront remboursées et lesquelles ne le seront pas. Annuler une large partie de la dette est aujourd'hui essentiel pour réduire l'incertitude et la précarité croissantes. Deuxièmement, réduire le pouvoir de la finance casino signifie interdire les paris et autres produits financiers toxiques, c'est-à-dire ceux dont pâtissent systématiquement leurs acquéreurs et le contribuable. Tertio, imposer une micro-taxe sur le volume exorbitant des transactions électroniques permettrait de réduire ce volume, d'introduire des grains de sable dans les rouages de la finance casino et de générer un revenu susceptible de faire disparaître certains impôts, dont la TVA. Enfin, la puissance monopoliste ou cartelliste des GAFAs devrait être appréhendée comme il se faut, et ne plus être tolérée.

Le néo-libéralisme a débouché sur des injustices sociales d'une ampleur



sans précédent et sur une hiérarchie insupportable des gagnants et des perdants, présentée comme naturelle. Il est en dernière instance incompatible avec la démocratie et en voie de créer une prison digitale pour le commun des mortels<sup>18</sup>. Il a mené la société et l'économie dans une impasse dont il est urgent de sortir, tant pour les générations actuelles que futures, lesquelles ont le droit imprescriptible de vivre de manière décente et digne dans une société responsable et civilisée\*.

Marc Chesney  
Universität Zürich  
marc.chesney@bf.uzh.ch

<sup>18</sup> Voir la présentation d'E. Wolff au WEF d'août 2020 à Davos.

\* *Remerciements: Cet article a bénéficié de la lecture attentive et des commentaires judicieux de mes collègues et amis Michèle Crogiez et Patrick Labarthe. L'auteur leur en sait gré.*